

**Direction Finances - Programmation**

**OBJET : CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES POUR LE PAIEMENT DES**  
**DEPENSES RELATIVES AU MAGASIN ET AU GARAGE**

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 Novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des Collectivités Territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2011 relatif aux taux de l'indemnité responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération n° 96/2020 du 3 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs à Monsieur le Maire conférée par le Conseil Municipal en vertu de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et ce pour la durée du mandat ;

Vu l'avis conforme du Comptable Public assignataire en date du 11 janvier 2022

**DECISION**

Article 1 :

Il est institué à compter du 24 janvier 2022, une régie d'avances auprès du service magasin de la Mairie d'Annonay

Article 2 :

Cette régie est installée au magasin municipal, rue Eugène Meyzonnier, 07100 Annonay

Article 3 :

Cette régie fonctionne du 1er janvier au 31 décembre de l'année N

Article 4 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- duplicata de cartes grises de véhicules

Article 5 :

Les dépenses désignées à l'article 4 sont payées selon le mode de règlement suivant :

- carte bancaire

Article 6 :

Un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom du régisseur es qualité auprès de la trésorerie principale d'Annonay

Article 7 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 500 euros

Article 8 :

Le régisseur verse auprès du Trésorier la totalité des justificatifs de opérations de dépenses au minimum une fois par mois

Article 9 :

Le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur

Article 10 :

Monsieur le Maire d'Annonay et Monsieur le comptable public assignataire d'Annonay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision,

Jean Claude RANC  
Chef du service comptable  
Responsable du SGC  
**Le Trésorier Principal**

**Jean-Claude RANC**

Fait à Annonay, le

**25 janvier 2022**

Le Maire

Simon PLENET

Transmis en sous-préfecture le : **25/01/22**

Identifiant télétransmission : **25/01/22**

